



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
30 juin 2020
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2020
31 août-4 septembre 2020, New York
Point 15 de l'ordre du jour provisoire
**Bureau des Nations Unies pour les services
d'appui aux projets**

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat
des entités des Nations Unies, 2019**

Résumé

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, la Directrice exécutive du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets soumet le présent rapport sur les activités d'achat des organismes des Nations Unies. Le rapport statistique annuel complet est disponible auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/ASR>).

Les données prises en compte dans le présent rapport ont été communiquées par 39 entités, lesquelles ont acheté des biens et des services d'une valeur totale de 19,9 milliards de dollars en 2019, soit 1,1 milliard ou 5,9 % de plus qu'en 2018 (année où ces mêmes 39 entités ont communiqué des données). La proportion d'achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés a été de 62,1 %.

Le rapport statistique annuel pour 2019 contient :

- a) une analyse des tendances observées pour les achats des entités des Nations Unies, par entité, par catégorie et sous-catégorie de biens et de services, ainsi que par pays et région d'approvisionnement ;
- b) une analyse des achats effectués par les entités des Nations Unies auprès de fournisseurs issus de pays en transition, de pays en développement et de pays les moins avancés ;
- c) une analyse des pratiques responsables en matière d'achats dans le système des Nations Unies et des achats auprès de fournisseurs ayant signé le Pacte mondial des Nations Unies ;
- d) une analyse des achats en commun effectués par les entités des Nations Unies.



Le site Web contient des tableaux de bord interactifs permettant aux utilisateurs d'accéder à des données sur les achats effectués par les entités des Nations Unies, classés par entité, par pays fournisseur et par catégorie, ainsi qu'à des informations plus détaillées concernant les achats de biens et services importants (d'une valeur supérieure à 30 000 dollars).

Éléments de décision

Le Conseil d'administration pourrait prendre acte du présent rapport et accueillir avec satisfaction les données et analyses qu'il renferme.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2019	5
II. Achats des entités des Nations Unies.	6
III. Achats par catégorie de biens et de services	10
IV. Sous-catégories au sein des principales catégories d’achats	12
V. Principaux pays fournisseurs	13
VI. Volume des achats par région du fournisseur	15
VII. Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés	18
VIII. Achats responsables	22
IX. Achats en commun	25
A. Achats en commun déclarés par les entités des Nations Unies	27
B. Achats réalisés par une entité auprès d’une autre entité des Nations Unies.	27
C. Collaboration relative à la gestion de la chaîne d’approvisionnement	28
Annexe. Entités participantes.	29

Introduction

1. Le rapport statistique annuel présente une vue d'ensemble des achats effectués dans l'année par les entités des Nations Unies pour appuyer leurs activités, projets et programmes.
2. Ledit rapport, qui faisait auparavant partie de celui consacré aux activités opérationnelles du système des Nations unies, est devenu un document distinct consacré aux achats effectués par près de 40 entités. Depuis 2015, le rapport comprend également des statistiques mises en ligne avec le concours du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations unies. Cette 36^e édition passe en revue les principales tendances en matière d'achats dans le système des Nations unies, l'analyse étant assortie de statistiques complètes publiées en ligne dans des tableaux de bord interactifs.
3. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) remercie les entités des Nations Unies pour la constance de leurs contributions et de leur soutien, qui a permis la publication de ce document, ainsi que pour les efforts conjugués qu'ont déployés ces organismes afin d'améliorer la qualité des données et la comparabilité des informations fournies d'année en année.

Notes

4. Des notes détaillées sur les méthodes de collecte et de présentation des données peuvent être consultées à l'adresse <http://www.ungm.org/ASR>.
5. Dans le cadre du présent rapport, les expressions « achats du système des Nations Unies » ou « achats des entités des Nations Unies » désignent les activités d'achat des 39 entités qui ont communiqué des données aux fins de l'établissement du rapport statistique annuel de 2019.
6. Par « achats », on entend l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, y compris ceux relevant de la propriété intellectuelle, d'ouvrages ou de services. Les entités des Nations Unies ont chacune leur système et leur méthode pour consigner et communiquer les données sur les achats, mais, aux fins du rapport statistique annuel, la notion d'achats fait l'objet d'une définition commune et les données sont recueillies dans un format uniformisé¹. Les statistiques publiées par ces entités peuvent donc différer de celles présentées dans le rapport statistique annuel, d'autant plus que le niveau de détail des informations que peuvent fournir certaines d'entre elles est parfois limité.
7. Les données relatives aux commandes et contrats de services correspondent au montant fixé dans lesdits contrats, et non aux dépenses engagées.
8. S'agissant de la catégorisation des biens et services, le rapport statistique annuel se fonde sur la Classification normalisée des produits et services des Nations unies, norme multisectorielle du domaine public qui codifie les biens et services de manière aussi détaillée que possible². Certains noms de code ont été abrégés ou modifiés.
9. Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » s'entend des pays et territoires. Sauf indication contraire, il renvoie aux pays fournisseurs tels qu'indiqués par l'entité concernée. Les noms de pays et leur région de rattachement sont désignés suivant les codes standard des pays et des zones à usage statistique, qui figurent dans le « code

¹ Conforme au Procurement Practitioner's Handbook de l'ONU, disponible à l'adresse <https://www.ungm.org/Areas/Public/pph/>.

² Voir <http://www.unspsc.org>.

M49 » élaboré par la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU³. À des fins d'analyse, ils sont répartis en quatre grandes catégories : pays développés, pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés. Ces catégories correspondent à celles définies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) – à l'exception des pays les moins avancés, qui sont classés suivant le code M49⁴. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne présume en rien, de la part de l'Organisation, des affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2019

10. En 2019, les entités des Nations Unies ont acheté des biens et services d'une valeur globale de 19,9 milliards de dollars – soit 5,9 % ou 1,1 milliard de plus qu'en 2018. Il s'agit de la plus forte hausse depuis 2008, qui prend compte des changements intervenus au sein des entités concernées. Les achats de biens ont augmenté de 398 millions de dollars (+4,4 %), et ceux de services de 710 millions (+7,3 %). La figure I montre l'évolution des achats au cours des dix dernières années.

11. En 2019, les 39 entités qui avaient communiqué des données en 2018 se sont une nouvelle fois livré au même exercice. Pris collectivement, ces organismes ont accru leur volume d'achats combinés de 12,3 % depuis 2016, volume qui est ainsi passé de 17,7 milliards de dollars à 19,9 milliards en 2019.

12. L'augmentation du volume d'achats intervenue en 2019 est due à un accroissement global des achats dans la plupart des entités (33 sur 39) ayant communiqué des données. Les trois organismes qui ont connu la plus forte progression sont le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui, ensemble, ont représenté 60,7 % de la hausse totale du volume des achats, soit 672 millions de dollars.

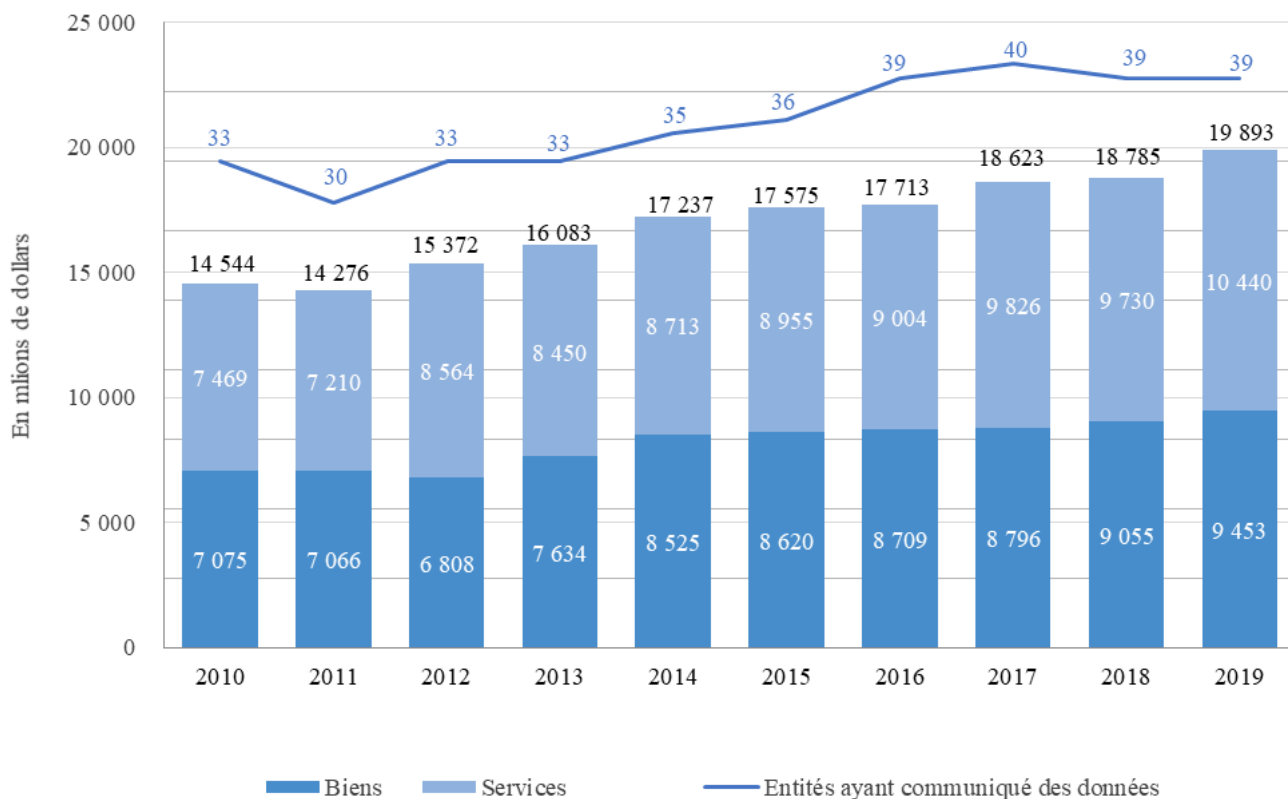
³ On trouvera plus d'informations sur le code M49 à l'adresse suivante :

<https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

⁴ Pour plus d'informations sur les appellations des pays utilisées par la CNUCED, voir

<http://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications.html>.

Figure 1
Total des achats de biens et de services et nombre d'entités ayant communiqué des données, 2010-2019



II. Achats des entités des Nations Unies

13. Le système des Nations Unies se compose d'entités très diverses, qui vont des institutions spécialisées et des fonds et programmes aux organismes de recherche et de formation. Chacune a une structure et une approche différentes en matière d'achats, qui varient selon son mandat, et seules celles qui tiennent une place d'une importance majeure en termes d'achats sont représentées dans ce rapport. Pour certaines, les volumes, les catégories d'achats et la présence au niveau mondial sont prévisibles et stables, tandis que, pour d'autres, ils peuvent dépendre de projets ou d'événements mondiaux, d'où une plus grande variabilité. Le volume des achats de chaque entité (ainsi que leurs parts respectives dans les achats auprès de pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés) sont indiqués dans le tableau 1.

14. Toutes les entités, sauf six, ont fait état d'une augmentation du volume de leurs achats en 2019 – 1,3 milliard de dollars de plus pour l'ensemble d'entre elles qu'en 2018 ; les six autres ont vu leurs achats diminuer globalement de 200 millions de dollars.

15. L'UNICEF est l'organisme dont le volume d'achats a affiché la hausse la plus marquée : il a progressé de 340 millions de dollars pour atteindre 3,8 milliards en 2019. Le Fonds est ainsi devenu la première entité pour ce qui concerne le volume d'achats, place occupée en 2018 par le Programme alimentaire mondial (PAM). Cet accroissement s'explique principalement par l'achat, au titre des produits

pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins, de 206 millions de dollars supplémentaires de vaccins à l'Inde, à la France et aux États-Unis d'Amérique. Il est également dû à une augmentation des achats de services financiers et d'assurance au Yémen, à raison de 128 millions de dollars, et de ses achats de matériel médical, principalement à des fournisseurs situés en Suisse, en Chine et en Allemagne, à hauteur de 79 millions.

16. La deuxième plus forte hausse constatée en 2019 concerne l'UNOPS, dont le volume d'achats a crû de 18,9 %, soit 174 millions de dollars. Elle résulte pour l'essentiel d'achats de services de construction et d'entretien (84 millions de dollars de plus), et en particulier de services de construction lourde au Yémen, au Costa Rica et en Jordanie (dans cet ordre), pour un volume total de 57 millions de dollars. L'UNOPS a également augmenté ses achats de combustibles et lubrifiants en Israël (62 millions de dollars de plus), ainsi que ses services de transport, de stockage et de courrier, à l'occasion des Jeux panaméricains de 2019.

17. L'OMS a enregistré la troisième plus forte augmentation en termes d'achats – 158 millions de dollars de plus, soit une hausse de 21,5 % par rapport en 2018 – dans 27 des 37 catégories de biens et services. Ce sont les catégories des produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins (+45 millions de dollars), du matériel médical (+43 millions) et des services de gestion et d'administration (+33 millions) qui ont le plus progressé. Les pays fournisseurs avec lesquels ces hausses ont été les plus marquées ont été, dans l'ordre, le Danemark, la République démocratique du Congo et la Suisse.

Tableau 1
Achats des entités des Nations Unies en 2019

Entité	Total (en millions de dollars) (\$ millions)	Variation totale 2018-2019 (%)	Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés en 2019 (%)
UNICEF	3 825,7	9,7%	55,2%
PAM	3 636,6	4,0%	78,5%
Division de la population	2 511,6	-4,7%	63,1%
PNUD	2 083,9	-2,9%	72,2%
HCR	1 138,3	3,4%	63,4%
UNOPS	1 095,1	18,9%	60,8%
OPS	1 006,5	10,9%	41,9%
OIM	959,7	14,0%	67,3%
OMS	893,2	21,5%	49,3%
FNUAP	404,2	1,0%	45,7%
FAO*	388,8	3,3%	78,9%
UNRWA	264,2	17,5%	87,5%
OIT	262,5	20,7%	72,8%

AIEA	186,9	11,7%	7,1%
ONUDI	151,7	-6,1%	43,7%
ONUG	149,0	4,4%	1,7%
ONU-Femmes	142,8	12,0%	62,7%
OMPI	125,5	2,1%	8,7%
UNESCO	122,8	9,1%	57,0%
ONUV	118,4	14,5%	74,7%
ONUN*	63,2	19,5%	71,0%
FIDA	52,9	8,6%	14,8%
UIT	48,3	3,6%	3,3%
ONUSIDA	31,7	12,4%	47,7%
CCI	27,0	41,5%	40,2%
CEA	23,8	25,5%	65,1%
OIAC	22,4	-4,6%	5,0%
CCNUCC	22,3	77,5%	18,1%
CESAP	21,6	19,7%	88,7%
OMI	21,4	147,0%	41,9%
TPIY	19,8	37,2%	12,4%
OMM	15,9	5,0%	4,2%
UPU	13,6	-2,9%	14,3%
CEPALC	12,3	19,2%	82,4%
UNU	10,2	30,3%	19,9%
CESAO	8,4	43,1%	90,0%
VNU	7,2	-5,6%	2,3%
OMT	2,5	2,9%	4,6%
UNAKRT	0,8	17,8%	65,7%
Total des achats réalisés par les entités des Nations Unies	19 892,6	5,9%	62,1%
<p><i>Note</i> : Les calculs de la part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés ne tiennent pas compte des données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu. * Pays fournisseurs connus pour une partie seulement des données (93 % du volume des achats pour la FAO et 97 % pour l'ONUN).</p>			

18. En 2019, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a enregistré la plus forte baisse de son volume d'achats, en pourcentage (6,1 %), principalement en raison d'une diminution des achats de services environnementaux à la Chine.

19. Le recul le plus marqué, en termes absolus (125 millions de dollars), a été enregistré par la Division des achats des Nations Unies : ses achats ont régressé dans la catégorie des aliments préparés en conserve (segment des aliments et boissons) achetés aux Émirats arabes unis et au Panama, des combustibles et lubrifiants fournis par le Kenya et le Soudan du Sud, et des services de retraite et d'assurance acquis aux États-Unis d'Amérique.

20. Les achats du PNUD ont diminué de 63 millions de dollars, soit 3,0 %, comparativement à 2018. Cela s'explique en grande partie par une baisse de 174 millions de dollars dans le secteur des services de construction et d'entretien en Irak, qui est intervenue après les hausses qu'un projet de reconstruction des infrastructures avait entraînées les années précédentes.

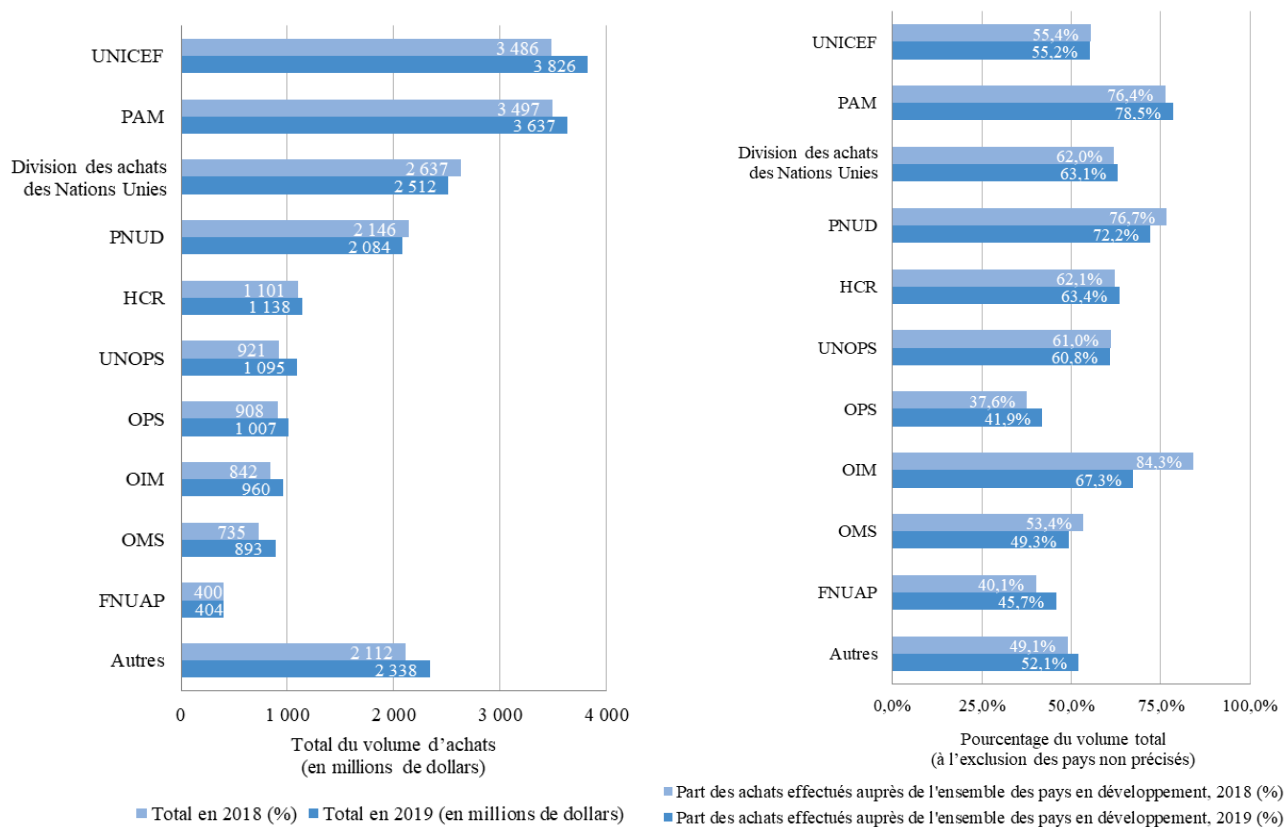
21. Six entités ont fait état d'une progression de leur volume d'achats de plus de 30 % par rapport à 2018. L'Organisation maritime internationale a connu la plus forte hausse en pourcentage, à savoir +147,0 % ou 13 millions de dollars – due pour partie à la reprise qui a suivi une forte baisse des achats en 2018 et, pour une autre partie, à un regain des achats lié à la mise en œuvre d'un projet en 2019. Ses achats en 2019 ont principalement porté sur les secteurs des services d'enseignement et de formation (7 millions de dollars), de la restauration, de l'hébergement et du tourisme (3 millions de dollars), et du matériel de bureau (2 millions de dollars).

22. Le montant des achats effectués par les 10 principales entités s'est établi à 17,6 milliards de dollars en 2019 (88,2 % du montant total), contre 16,7 milliards en 2018 (88,8 %). La figure 2 montre quelles sont les 10 entités les plus importantes en termes de volume d'achats, et indique la part de leurs achats effectués auprès des pays les moins avancés, des pays en développement et des pays en transition. En 2019, cinq entités ont accru la proportion de leurs achats dans ces pays par rapport à 2018.

23. En termes absolus, le PAM est l'entité qui a acheté le plus en 2019 dans les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés (2,9 milliards de dollars sur un total de 3,6 milliards), suivi par l'UNICEF et la Division des achats de l'ONU. Les achats du PAM auprès de ces pays sont passés de 76,4 % à 78,5 % en 2019, dont 36,4 % auprès des pays les moins avancés.

24. Parmi les entités dont le volume d'achats a dépassé les 100 millions de dollars, c'est l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui a affiché la proportion la plus élevée d'achats dans ces pays (87,5 %, soit 231 millions de dollars), contre 81,3 % (183 millions) en 2018.

Figure 2
Achats des entités des Nations Unies, auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays parmi les moins avancés, 2018-2019 (classement des dix principales entités par volume total d'achats)



III. Achats par catégorie de biens et de services

25. Les entités des Nations Unies achètent une gamme de biens et de services diverse et variée. Les principaux segments de dépenses demeurent dans une large mesure inchangés d'une année sur l'autre. Toutefois, le volume des achats effectués au sein de ces catégories, ainsi que des sous-catégories qui les composent, varie au fil des ans, en fonction de l'évolution des besoins des entités.

26. Le tableau 2 présente les 10 plus importants segments, par volume d'achats, en 2019. Ce sont en grande partie les mêmes qu'en 2018, à l'exception du matériel informatique et matériel de communication, qui est passé de la 10^e à la 11^e place, remplacé en 10^e position par les services financiers et d'assurance. Les deux catégories ont vu l'une comme l'autre leurs achats progresser par rapport à l'année précédente, mais ce sont les services financiers et d'assurance qui ont connu la hausse la plus marquée, principalement sous l'impulsion de l'UNICEF au Yémen.

Tableau 2
**Classement des dix premiers segments de la Classification normalisée
des produits et services des Nations Unies, en volume d'achats, 2019**

Segment	Total 2019 (en millions de dollars)	Variation totale 2018-2019 (%)	Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés (%)
Produits pharmaceutiques, contraceptifs, vaccins	3 239,3	8,1%	39,6%
Services de transport, de stockage et de courrier	2 653,6	11,2%	70,9%
Aliments et boissons	2 070,4	1,1%	84,4%
Services de gestion et d'administration	1 782,3	6,6%	66,1%
Services de construction et d'entretien	1 370,2	-1,7%	77,0%
Services d'ingénierie et de recherche	1 086,5	-1,7%	44,3%
Matériel médical	740,5	22,4%	43,8%
Combustibles, lubrifiants et autres	599,5	-5,7%	84,4%
Tourisme, restauration et hébergement	572,0	27,0%	64,1%
Services financiers et d'assurance	557,8	34,1%	53,2%
Total des dix premiers segments	14 672,1		
Total des achats des entités des Nations Unies	19 892,6		

27. En 2019, le volume des achats a progressé pour sept des dix premiers segments du classement. Les hausses les plus importantes ont concerné les services de transport, de stockage et de courrier, les produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins, ainsi que les services financiers et d'assurance (par ordre de grandeur).

28. S'agissant des services de transport, de stockage et de courrier, l'augmentation de 267 millions de dollars, soit 11,2 % en 2019 tient surtout au fait que l'Organisation internationale pour les migrations a, pour la première fois, fait état des frais de voyage (d'une valeur de 172 millions de dollars), dans le souci d'améliorer la cohérence des données communiquées par les différentes entités. D'autres facteurs ont contribué à cette progression, notamment l'augmentation des achats effectués dans ce même secteur par la PAM (52 millions de dollars) et de l'UNOPS (34 millions de dollars).

29. Les achats de produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins, qui représentent le plus important segment depuis 2010, ont continué de croître en 2019, après avoir retrouvé leur niveau de 2016 en 2018. L'augmentation de 8,1 %, soit 243 millions de dollars, intervenue en 2019 est due en grande partie à une hausse du volume des achats de médicaments à effet immunomodulateur, principalement par l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la santé et l'OMS, avec des hausses respectives de 206, 78 et 45 millions de dollars.

30. Les achats réalisés dans le segment des aliments et boissons (le troisième en importance) ont une nouvelle fois enregistré une légère progression en 2019 (+1,1 %, soit 23 millions de dollars). Cette hausse est attribuable au PAM, le plus gros acheteur en la matière, qui a dépensé 1,7 milliard de dollars en 2019, soit 82 % de l'ensemble des achats dans ce segment. Les principaux pays fournisseurs ont été la Turquie, les

Émirats arabes unis, le Yémen et le Kenya (dans cet ordre), la Turquie et le Kenya affichant les plus fortes augmentations, à savoir 83 et 62 millions de dollars respectivement.

31. Pour ce qui est du quatrième segment en importance, celui des services de gestion et d'administration, les achats ont crû de 6,6 %, soit 110 millions de dollars, sans toutefois atteindre le niveau de 2017, qui avait été suivi d'une baisse plus prononcée en 2018. Les principaux acheteurs dans cette catégorie – le PNUD, l'UNICEF et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – ont représenté 53 % de l'ensemble des achats réalisés dans ce segment.

32. Parallèlement, le secteur des services de construction et d'entretien a connu sa première baisse depuis 2014, avec 23 millions de dollars d'achats de moins, soit 1,7 %, en 2019. Pour la deuxième année consécutive, les achats de services d'ingénierie et de recherche ont reculé de 19 millions de dollars, soit 1,7 %.

33. En 2019, les positions occupées respectivement par les segments du matériel médical et des combustibles et lubrifiants se sont inversées par rapport à l'année précédente. Les achats de matériel médical ont connu une hausse substantielle de 22,4 %, grâce à la progression des achats de l'UNICEF (79 millions de dollars), de l'OMS (43 millions) et de l'UNOPS (9 millions). En revanche, la diminution des achats de combustibles et lubrifiants effectués par le PAM (-56 millions de dollars) et par la Division des achats des Nations unies (-46 millions) ont fait chuter l'ensemble de ce secteur de 5,7 %.

IV. Sous-catégories au sein des principales catégories d'achats

34. L'analyse qui suit met en lumière, lorsque les informations relatives au volume d'achats sont disponibles, la répartition des cinq principaux segments entre les différentes sous-catégories d'achats – le troisième niveau de hiérarchie de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

35. S'agissant du segment le plus important, celui des produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins, les entités ont fourni des informations relatives aux sous-catégories pour 77,5 % des 3,2 milliards de dollars d'achats communiqués (le reste relevant des niveaux supérieurs de la hiérarchie de la Classification). Dans ce segment, 90,6 % des achats concernent la sous-catégorie la plus importante, celle des vaccins, antigènes et toxoïdes, 6,1 % la deuxième en importance, celle des combinaisons de toxoïdes et de vaccins, tandis que la troisième sous-catégorie, celle des combinaisons de contraceptifs et d'œstrogènes, compte pour 1,5 %.

36. Pour ce qui est des services de transport, de stockage et de courrier, 71,8 % des 2,6 milliards de dollars d'achats ont fait l'objet d'informations relatives aux sous-catégories. Sur ce total, les trois premières sous-catégories, à savoir le transport aérien de passagers, le transport du fret routier et le transport du fret maritime, représentaient respectivement pour 31,5 %, 27,5 % et 14 % des achats.

37. Dans le segment des aliments et boissons, des informations relatives aux sous-catégories ont été obtenues pour 75,8 % du montant total des achats (2,1 milliards de dollars) en 2019. Arrivent ici en tête les céréales (56,4 %), les légumineuses (13,8 %) et les préparations instantanées et fournitures (12,2 %).

38. Les principales sous-catégories de dépenses dans le segment des services de gestion et d'administration ont été les suivantes : crédit-bail ou location de propriétés ou bâtiments, services de conseil en gestion des entreprises et gestion de projets. Cependant, seuls 45,9 % du total de 1,8 milliard de dollars dépensés dans ce segment ont fait l'objet d'informations relatives aux sous-catégories.

39. De même, pour ce qui est des services de construction et d'entretien, seuls 48,1 % de l'ensemble des achats (1,4 milliard de dollars) ont été détaillés par sous-catégorie. Les services d'entretien et de réparation des bâtiments, les services de construction de bureaux et locaux commerciaux et les services de construction d'autoroutes et de routes ont été les principales catégories citées.

V. Principaux pays fournisseurs

40. Des fournisseurs de 217 pays et territoires, dont la totalité des 193 États Membres, ont fourni des biens et des services aux entités des Nations Unies en 2019. Dans 133 États Membres, le volume des achats a dépassé 10 millions de dollars.

41. Le tableau 3 indique les dix pays où les volumes d'achats ont été les plus élevés en 2019. Ces dix pays ont représenté 8,4 milliards de dollars, soit 42,4 % de l'ensemble des achats réalisés par l'ONU en 2019. La concentration des dépenses dans les dix premiers pays fournisseurs a augmenté par rapport à 2018, puisqu'ils ne représentaient alors que 40,5 % de l'ensemble des dépenses. Les dix principaux pays fournisseurs sont les mêmes que l'année précédente, à l'exception des Pays-Bas, qui ont remplacé le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Tableau 3

Classement des dix principaux pays fournisseurs, par volume d'achats – 2019

Pays fournisseur	Biens (en millions de dollars)	Services (en millions de dollars) (\$ millions)	Total (en millions de dollars) (\$ millions)	Part dans le total des achats des Nations Unies (%)	Variation totale 2018-2019 (%)
États-Unis d'Amérique	837,2	900,2	1 737,4	8,7%	5,9%
Inde	938,8	173,1	1 111,9	5,6%	6,7%
Yémen	256,2	615,8	872,0	4,4%	51,4%
Émirats arabes unis	635,0	205,4	840,5	4,2%	4,5%
Suisse	155,8	568,6	724,4	3,6%	33,8%
Belgique	623,5	85,8	709,2	3,6%	-4,8%
France	563,0	122,3	685,3	3,4%	19,9%
Danemark	301,2	329,6	630,8	3,2%	14,5%
Kenya	216,6	365,4	582,0	2,9%	6,0%
Pays-Bas	355,0	179,7	534,7	2,7%	4,7%
Total des dix principaux pays	4 882,3	3 545,9	8 428,2	42,4%	11,9%
Total des achats des Nations Unies	9 453,0	10 439,5	19 892,6		5,9%

42. Les États-Unis d'Amérique demeurent le principal fournisseur des entités des Nations Unies. Leur volume global d'approvisionnement, qui s'établissait à 1,7 milliard de dollars en 2019, a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année précédente, ce qui a leur permis de retrouver un niveau similaire à celui de 2017. Cette hausse est

surtout due à la progression des achats de vaccins (83 millions de dollars) par l'UNICEF et l'OPS.

43. Ce sont les produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins qui ont constitué la principale catégorie d'achats effectués auprès des États-Unis d'Amérique ces huit dernières années : ils ont représenté 34,8 % des achats réalisés auprès de ce pays en 2019, pour une valeur de 605 millions de dollars. Les services de gestion et d'administration (193 millions de dollars d'achats), et les services d'ingénierie et de recherche (192 millions), sont restés les deuxième et troisième segments les plus importants pour ce pays.

44. Quatre pays en développement (l'Inde, le Yémen, les Émirats arabes unis et le Kenya, par ordre décroissant de volume d'achats) ont fait partie des dix premiers pays fournisseurs en 2019 – les mêmes qu'en 2018 –, avec un volume d'achats cumulé de 3,4 milliards de dollars, soit 17,1 % de l'ensemble des achats réalisés par les Nations unies en 2019, contre 15,8 % en 2018.

45. L'Inde arrive à nouveau au deuxième rang des fournisseurs globalement et, avec une progression de 6,7 % et un volume d'achats de 1,1 milliard de dollars, atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis quatre ans. Le pays, qui figure parmi les dix premiers pays fournisseurs depuis 2000, est le principal pourvoyeur de produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins aux entités des Nations unies, pour un montant total de 829 millions de dollars en 2019, ce qui en fait de loin la catégorie d'achats la plus importante réalisée en Inde. Toujours en 2019, la deuxième catégorie d'achats la plus importante concernait le matériel, les accessoires et les fournitures à usage médical (soit une hausse de 70,8 %, pour une valeur de 54 millions de dollars), tandis que les fournitures de services de gestion et d'administration (45 millions de dollars), qui se plaçaient en deuxième position en 2018, ont reculé et ne représentaient plus que 20,7 % des achats.

46. En 2019, les activités menées par l'ONU au Yémen n'ont cessé de croître, ce qui s'est traduit par une augmentation de 296 millions de dollars des achats réalisés auprès de fournisseurs yéménites, soit 51,4 % de plus qu'en 2018 et plus de huit fois le volume des achats signalés en 2016 (108 millions de dollars). Le pays est ainsi devenu le troisième fournisseur du système des Nations unies. La plus importante entité acheteuse a été le PAM, dont le volume d'achats est passé de 279 millions de dollars en 2018 à 358 millions en 2019. Ces achats ont principalement porté sur les services de transport, de stockage et de courrier (142 millions de dollars), ainsi que sur les aliments et boissons (119 millions). L'UNICEF et l'UNOPS ont occupé les deux places suivantes (à hauteur respectivement de 258 et 99 millions de dollars).

47. Les Émirats arabes unis sont passés du troisième au quatrième rang des pays fournisseurs, bien que leur volume de ventes ait progressé de 4,5 %, soit 36 millions de dollars, entre 2018 et 2019. Ce pays demeure le plus gros fournisseur de combustibles et lubrifiants des entités des Nations Unies, pour un montant de 266 millions de dollars, soit 44,3 % de l'ensemble des achats dans cette catégorie. La Division des achats de l'ONU a été à l'origine de ces ventes pour un volume de 260 millions de dollars. Les Émirats arabes unis ont été le deuxième pays fournisseur d'aliments et boissons (235 millions de dollars) ; ils se classent derrière la Turquie, qui a enregistré une forte progression de ses ventes dans cette catégorie en 2019.

48. Les achats réalisés auprès de fournisseurs du Kenya ont continué à augmenter en 2019, jusqu'à atteindre 582 millions de dollars, soit 6 % de plus qu'en 2018. Le PAM a accru son volume d'achats dans ce pays de 19,7 %, essentiellement dans le segment des aliments et boissons (plus 32 millions de dollars), ce qui en a fait la première entité acheteuse dans le pays. Les achats réalisés auprès de fournisseurs kenyans ont porté sur les services de transport, de stockage et de courrier (177

millions de dollars), les aliments et boissons (96 millions) et les services de construction et d'entretien (49 millions).

49. Les fournisseurs implantés en Suisse ont vu leurs ventes augmenter de manière substantielle (33,8 %, soit 83 millions de dollars), ce qui a fait passer le pays de la dixième à la cinquième place des principaux pays fournisseurs entre 2018 et 2019. Le volume total des achats – 724 millions de dollars – a été le plus élevé jamais atteint depuis quatre ans, la progression étant principalement due au fait que, pour la première fois, l'OIM a déclaré des achats au titre des déplacements, effectués essentiellement auprès de fournisseurs suisses.

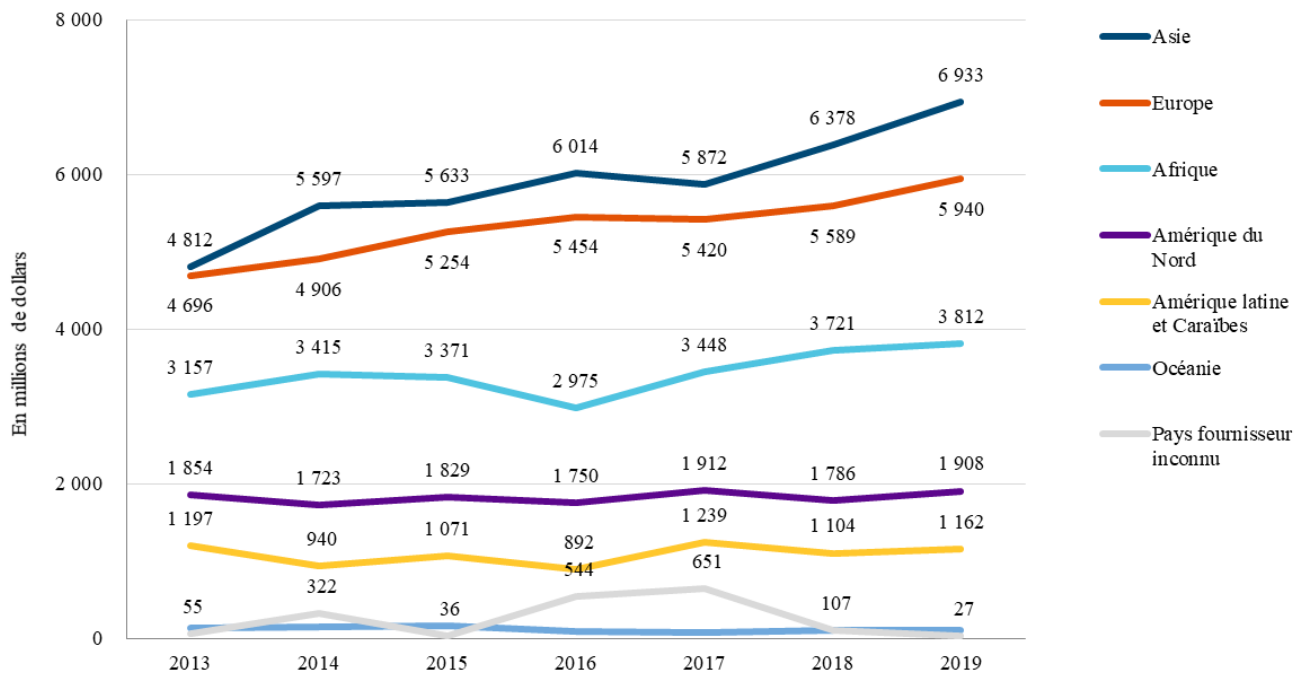
50. Parallèlement, les achats effectués par les Nations Unies en Belgique ont diminué de 4,8 %. Cela s'explique par la baisse des achats de produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins de l'UNICEF (30 millions de dollars de moins) et du FNUAP (23 millions de moins). Ce recul a cependant été en partie compensé par une hausse de 21 millions de dollars des achats effectués par l'OPS, dont 14 millions dans cette catégorie.

51. Le Danemark a enregistré la septième plus forte augmentation de ventes entre 2018 et 2019 (+80 millions de dollars, soit 14,5 %), pour un volume global de 631 millions de dollars. Sur ce total, 229 millions correspondaient à des achats facilités par les Nations Unies, les biens et services étant fournis par une autre entité de l'ONU. Pour plus d'informations sur les achats réalisés entre entités des Nations unies, voir le chapitre IX relatif aux achats en commun.

VI. Volume des achats par région du fournisseur

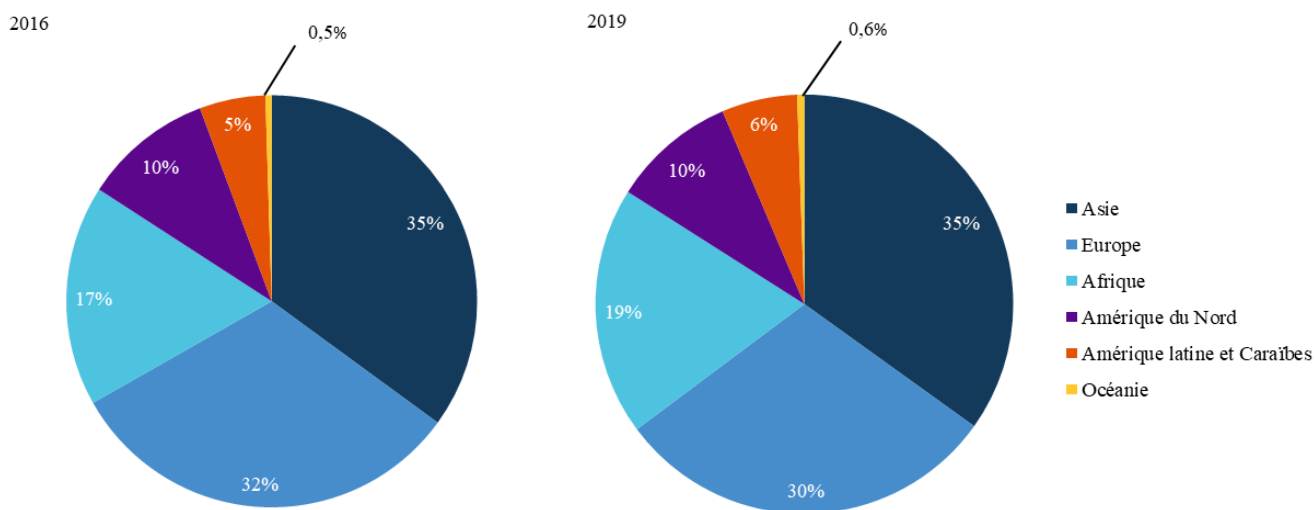
52. Entre 2018 et 2019, les achats réalisés par des entités des Nations Unies ont augmenté dans toutes les régions. La hausse varie toutefois d'une région à l'autre : l'Asie, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie ont connu une croissance plus rapide que la moyenne mondiale, tandis que la progression observée en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes a marqué le pas.

Figure 3
Total des achats par région, 2013-2019



53. Entre 2016 et 2019, les fournisseurs d’Amérique latine et des Caraïbes ont vu leurs ventes croître de 30,3 %, ceux d’Afrique de 28,1 % et ceux d’Asie de 15,3 % ; dans les autres régions, l’évolution a été plus modeste. Toutefois, la part des achats effectués dans chaque région n’a quasiment pas varié durant cette période.

Figure 4
Dépenses par région en 2016 et 2019



54. En 2019, l’Asie est restée la région la plus importante en termes de dépenses, qui ont représenté 34,9 % du volume total. Les achats réalisés auprès de fournisseurs de cette région ont également connu la plus forte augmentation en termes absolus par

rapport à 2018, avec une hausse de 555 millions de dollars, soit 8,7 %, pour atteindre 6,9 milliards de dollars.

55. Outre les augmentations d'achats réalisés au Yémen et en Inde, la hausse globale constatée en Asie provient également des achats supplémentaires effectués en Turquie (+75 millions de dollars) et en Jordanie (+70 millions). Parmi les entités qui s'approvisionnent dans cette région, les plus fortes hausses ont été enregistrées par l'UNICEF (222 millions de dollars), le PAM (221 millions) et l'UNOPS (136 millions).

56. En 2019, l'Europe est demeurée la deuxième région la plus importante pour les approvisionnements, avec une hausse de 6,3 % (352 millions de dollars) par rapport à 2018. La Suisse est le pays qui a le plus contribué à cette augmentation. L'OMS et l'UNICEF ont accru leurs achats dans la région (+109 et +105 millions de dollars respectivement), en particulier pour les produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins, et pour le matériel médical. Cette situation a été en partie contrebalancée par une baisse des achats effectués dans la région par le PAM et la Division des achats des Nations unies. Le PAM a dépensé 65 millions de dollars de moins au titre des achats d'aliments et boissons auprès de fournisseurs européens, tandis que la Division des achats des Nations Unies s'est moins approvisionnée chez les fournisseurs situés en France et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (-52 millions de dollars).

57. Les achats réalisés auprès de fournisseurs implantés en Afrique ont progressé de 91 millions de dollars en 2019, soit 2,5 %, pour atteindre 3,8 milliards de dollars. Parallèlement, la part des achats réalisés dans la région, qui était de 19,9 % en 2018, a été ramenée à 19,2 % en 2019. Les pays qui ont connu les plus fortes augmentations sont le Mozambique (83 millions de dollars), la République démocratique du Congo (69 millions) et l'Afrique du Sud (39 millions). Le Nigéria, l'Ouganda et le Mali ont enregistré une baisse des achats réalisés par les entités des Nations unies, à savoir 63, 53 et 52 millions de dollars de moins respectivement. Parmi les entités dont le volume d'achats dans la région s'est accru figurent le PNUD, l'OMS et l'Organisation internationale du travail, hausse en partie contrebalancée par une diminution des achats réalisés par l'OIM, l'UNICEF et le PAM.

58. Les achats auprès de fournisseurs nord-américains ont enregistré une hausse de 121 millions de dollars, soit 6,8 %, par rapport à 2018, principalement en raison de la progression des achats de produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins par l'UNICEF et l'OPS. Cette situation a été en partie contrebalancée par un recul du volume réalisé par la Division des achats des Nations unies. Les approvisionnements effectués par le Canada ont augmenté de 26 millions de dollars en 2019 pour s'établir à 142 millions. La catégorie de dépenses la plus importante auprès des fournisseurs canadiens a été celle des services de transport, de stockage et de courrier, avec 51 millions de dollars.

59. Les achats réalisés auprès de fournisseurs d'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté de 5,2 % (58 millions de dollars), du fait principalement d'une hausse des achats au Pérou (+98 millions de dollars) et au Costa Rica (+55 millions de dollars). Dans le même temps, les approvisionnements provenant du Guatemala et du Panama ont diminué, de 79 et 49 millions de dollars respectivement.

60. Bien qu'elle soit la plus petite région en termes de volume d'achats, l'Océanie a connu la plus forte progression, en pourcentage, pour la deuxième année consécutive (+9,7 %) avec un volume total qui a atteint 110 millions de dollars en 2019. Cette hausse par rapport à 2018 s'explique par des achats supplémentaires de 5 millions de dollars réalisés auprès de fournisseurs de Nouvelle-Zélande (+86,8 %) et de 2 millions auprès de fournisseurs australiens (+5,9 %).

VII. Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés

61. L'augmentation des achats réalisés dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés est conforme à l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et fait suite à une demande formulée en 2003 par l'Assemblée générale tendant à encourager les organismes des Nations Unies à prendre de nouvelles mesures pour offrir aux fournisseurs situés dans ces pays davantage de possibilités d'emporter des marchés. En réponse, les entités des Nations Unies ont passé davantage de commandes auprès de fournisseurs de ces pays, franchissant ainsi un record inégalé en 2019.

62. Le volume total des achats effectués dans ces pays est passé de 11,7 milliards de dollars en 2018 à 12,3 milliards en 2019, tandis que leur part dans les achats des Nations unies a diminué de 0,6 % en 2019. Les économies en transition ont bénéficié d'un volume d'achats de 750 millions de dollars, les pays en développement de 7,7 milliards et les pays les moins avancés de 3,9 milliards. La figure 5 traduit l'évolution des achats réalisés dans ces pays.

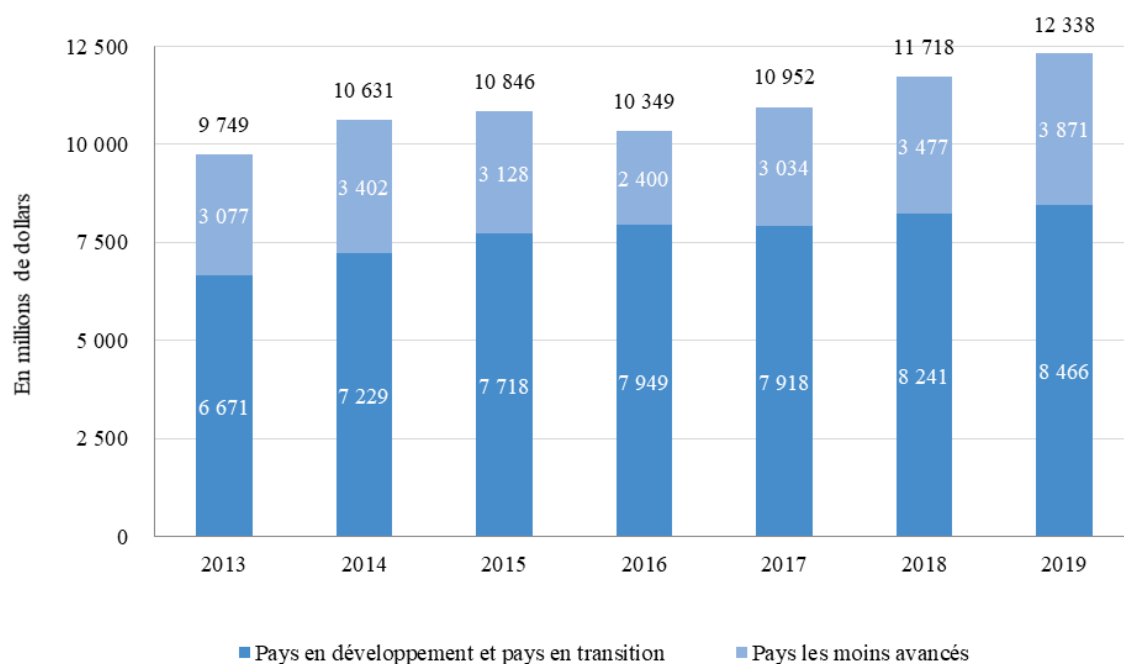
63. Le pourcentage d'achats réalisés par les entités des Nations Unies (à l'exclusion de ceux pour lesquels le pays fournisseur est inconnu) dans les pays en transition a été ramené à 3,8 % en 2019, contre 4,1 % en 2018. La part des achats réalisés dans les pays en développement a également diminué, passant de 40 % en 2018 à 38,8 % en 2019, tandis que celle concernant les pays les moins avancés a augmenté, atteignant 19,5 % en 2019, contre 18,6 % en 2018. Les pays développés ont quant à eux connu une progression de 567 millions de dollars (+ 8,2 %).

64. La baisse constatée dans les économies en transition est principalement due à une réduction des achats réalisés par l'OIM auprès de la Fédération de Russie, compensée quelque peu par une augmentation des approvisionnements au Kirghizistan et en Bosnie-Herzégovine.

65. Le volume des achats effectués auprès de fournisseurs implantés dans des pays en développement a augmenté de 237 millions de dollars en termes absolus, les principales hausses concernant le Pérou, la Turquie et la Jordanie, avec 98, 75 et 70 millions de dollars de plus respectivement. Le PAM a réalisé des achats pour 144 millions de dollars supplémentaires, ce qui en fait la première entité en volume d'achats réalisés dans ces pays ; le PNUD a quant à lui diminué ses achats dans ces mêmes pays de 258 millions de dollars, l'Irak et le Liban étant les plus affectés (201 et 50 millions de dollars de moins).

66. Pour les pays les moins avancés, l'augmentation des approvisionnements dont ils ont bénéficié, à savoir 395 millions de dollars de plus (+11,4 %) s'explique principalement par une hausse des achats de 296 millions au Yémen. Le Mozambique, la République démocratique du Congo et le Bangladesh y ont également contribué, à raison respectivement de 83, 69 et 47 millions de dollars. L'Ouganda et le Mali ont subi de fortes diminutions en termes d'achats, avec un recul de 53 millions de dollars pour le premier et de 52 millions pour le second). L'organisation qui a réalisé le plus grand volume d'achats dans les pays les moins avancés est le PAM (1,3 milliard de dollars), tandis que la plus forte augmentation concerne le PNUD (+110 millions). L'OIM a vu ses achats régresser ici de 54 millions de dollars.

Figure 5
**Achats effectués auprès de pays en développement, de pays en transition
 et de pays parmi les moins avancés, 2013-2019**



67. Sur les 12,3 milliards de dollars de biens et services achetés en 2019 auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays parmi les moins avancés, 62,2 % provenaient des 20 pays indiqués dans le tableau 4.

68. Dans 12 de ces pays, les achats ont progressé en 2019 par rapport à 2018. Le Yémen, la Turquie et la Jordanie ont enregistré les progressions les plus importantes (par ordre de grandeur décroissant), avec un montant cumulé de 441 millions de dollars d'achats supplémentaires comparativement à 2018.

69. La République de Corée, qui avait disparu de la liste de ces 20 pays en 2018, l'a réintégrée en 2019, tout comme la République démocratique du Congo, qui avait cessé d'en faire partie depuis plus longtemps. Le Nigéria et l'Ouganda sont sortis de la liste en 2019 – les achats provenant de ces pays ont reculé de 116 millions de dollars en 2019 par rapport à 2018.

Tableau 4
Classement des 20 principaux pays fournisseurs, par volume d'achats, auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays parmi les moins avancés, 2019

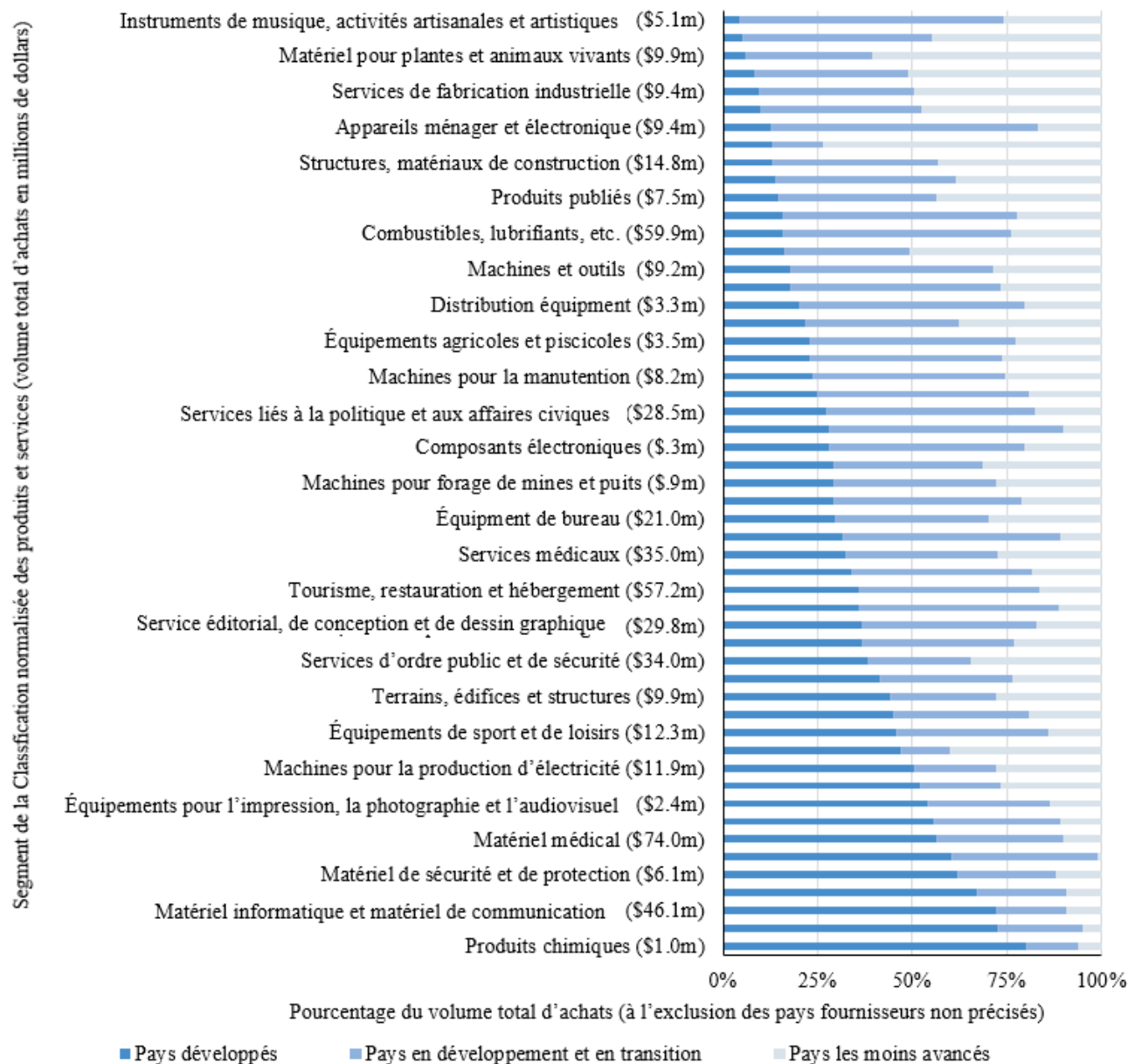
Pays fournisseur	Biens (en millions de dollars) (\$ millions)	Services (en millions de dollars) (\$ millions)	Total (en millions de dollars) (\$ millions)	Part dans le total des achats des Nations Unies (%)	Variation totale 2018-2019 (%)
Inde	938,8	173,1	1 111,9	5,6%	6,7%
Yémen	256,2	615,8	872,0	4,4%	51,4%
Émirats arabes unis	635,0	205,4	840,5	4,2%	4,5%
Kenya	216,6	365,4	582,0	2,9%	6,0%
Turquie	377,4	134,2	511,6	2,6%	17,1%
Liban	109,7	239,7	349,3	1,8%	-6,5%
Fédération de Russie	65,8	225,4	291,2	1,5%	-8,4%
Éthiopie	67,9	214,8	282,7	1,4%	-10,5%
Iraq	51,5	221,6	273,1	1,4%	-43,9%
Jordanie	75,9	176,9	252,9	1,3%	38,5%
Chine	171,1	75,2	246,4	1,2%	14,6%
Afghanistan	82,5	156,6	239,1	1,2%	-3,0%
Afrique du Sud	113,9	125,1	239,0	1,2%	19,5%
République démocratique du Congo	44,0	190,9	234,9	1,2%	41,3%
Pakistan	76,0	157,3	233,3	1,2%	-17,2%
Soudan	125,1	107,4	232,5	1,2%	-9,5%
République arabe syrienne	111,2	119,5	230,8	1,2%	4,9%
République de Corée	195,2	29,8	225,1	1,1%	41,0%
Soudan du Sud	61,8	158,7	220,5	1,1%	-14,3%
Ukraine	68,8	138,3	207,2	1,0%	1,5%
Total des achats auprès des 20 principaux fournisseurs	3 844,4	3 831,3	7 675,6	38,6%	5,3%
Total des achats auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays parmi les moins avancés	5 495,1	6 842,5	12 337,6	62,0%	5,3%
Total des achats des Nations Unies	9 453,0	10 439,5	19 892,6		5,9%

70. La figure 6 reprend les 53 différents segments de biens et services dont le volume d'achat a dépassé 1 million de dollars en 2019, et indique comment ils se répartissent par type de pays fournisseurs. Pour 16 d'entre eux, plus de 80 % des achats ont été réalisés avec des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés, pour un montant total de 3,7 milliards de dollars. Pour 42 segments, plus de la moitié du volume d'achats s'est effectué avec des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés. Le total des achats pour ces 42 segments s'est élevé à 13,3 milliards de dollars.

71. Parmi les segments pour lesquels les approvisionnements auprès de ces pays ont représenté plus de 80 % du volume total d'achats, le plus important est celui des aliments et boissons. En tout, les achats effectués au titre de ce segment ont représenté 2,1 milliards de dollars en 2019, dont 1,7 réalisés auprès de pays en développement et de pays en transition.

72. Dans cette analyse, le calcul des pourcentages ne tient pas compte des marchés pour lesquels le pays fournisseur était inconnu. Sur les 27 millions de dollars d'achats concernés, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a déclaré que 26 millions concernaient le secteur du transport, du stockage et du courrier.

Figure 6
Volume total des achats par segment et répartition des achats de biens et services selon le niveau de développement du pays fournisseur, 2018 (segments au titre desquels le montant des achats était supérieur à 1 million de dollars)



VIII. Achats responsables

73. Les achats responsables s'entendent de « pratiques intégrant des conditions, des spécifications et des critères qui sont compatibles avec la protection de l'environnement, le progrès social et le développement économique, et y contribuent en favorisant l'utilisation efficace des ressources, l'amélioration de la qualité des produits et des services et, à terme, l'optimisation des coûts ». Les achats responsables sont considérés comme un élément important du développement

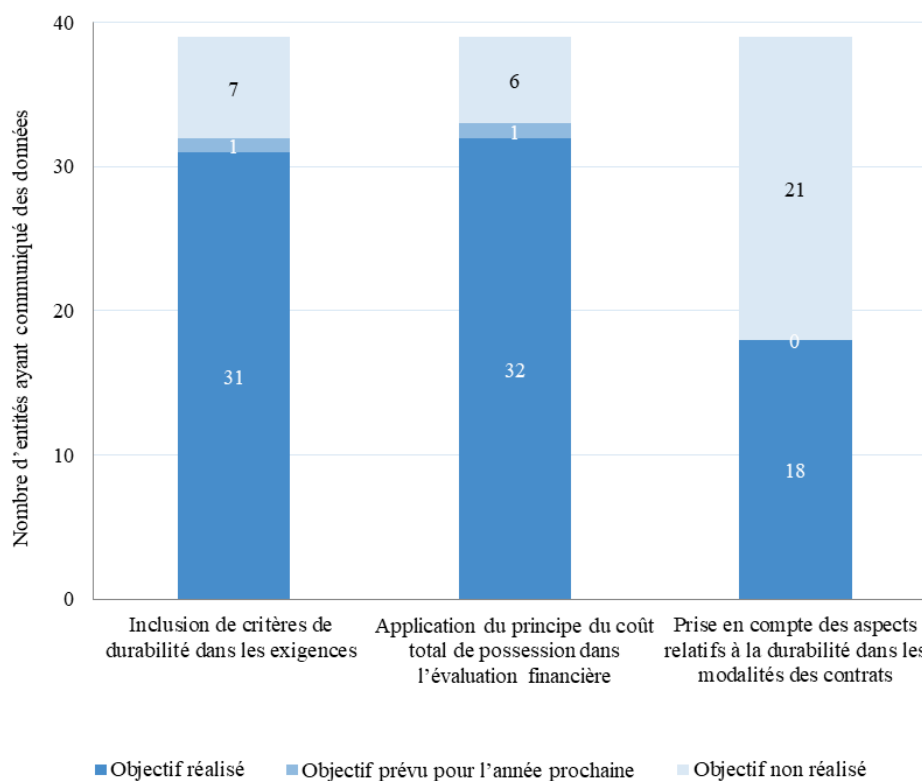
durable, faisant partie de la cible 12.7 de l'objectif 12 – Consommation et production durables.

74. Depuis 2008, le rapport statistique annuel comprend des données qui rendent compte de la mesure dans laquelle les entités des Nations Unies intègrent les considérations de durabilité dans leurs procédures d'achat. Au cours des deux dernières années, les 39 entités des Nations unies qui ont soumis des données ont volontairement partagé des informations sur leurs pratiques d'achats durables. On trouvera ci-après un aperçu des principales tendances en 2019. Des informations plus détaillées figurent sur le site web du rapport statistique annuel.

75. Par rapport à 2018, la tendance à la systématisation des achats responsables au moyen de politiques, de stratégies ou d'objectifs mesurables en la matière s'est légèrement tassée. Sur les 39 organisations ayant fait rapport, 23 ont indiqué avoir mis (ou prévu de mettre) en œuvre une politique officielle d'achats responsables. Vingt d'entre elles ont indiqué avoir (ou prévu d'avoir) une stratégie formelle d'achats responsable, et 14 ont déclaré avoir fixé (ou prévu de fixer) des cibles ou objectifs mesurables.

Figure 7

Intégration des achats responsables dans le processus d'achat, 2019

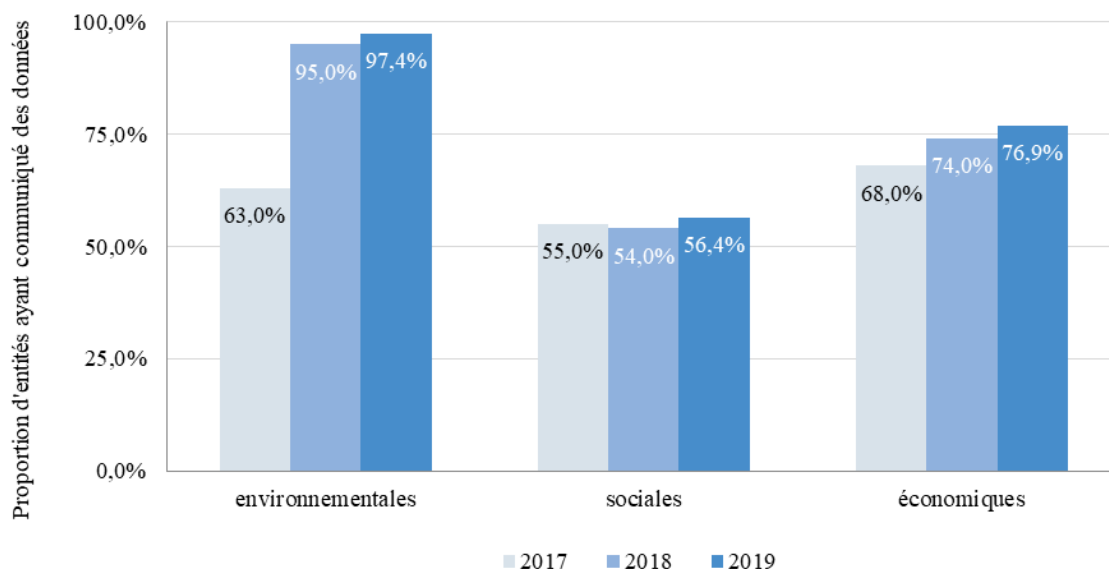


76. Les principes relatifs aux achats responsables ont, comparativement aux années précédentes, été intégrés dans un plus grand nombre d'éléments essentiels du processus d'achat. Les réponses à l'enquête de cette année ont révélé que, après une augmentation significative en 2018, la part des entités ayant inclus des critères de durabilité dans leurs exigences a encore augmenté de 18 points, pour atteindre 79,5 %. En outre, la proportion de celles qui appliquent le principe du coût total de possession dans l'évaluation de leurs appels d'offres a progressé de 5,2 %, pour atteindre 82,1 %.

Le nombre d'entités qui ont indiqué prendre en considération dans les modalités des contrats les aspects relatifs à la durabilité est en hausse de 12,9 %, et représente près de la moitié des organismes participants.

Figure 8

Types de considérations intégrées dans les procédures d'achat, 2017-2019



77. Comme les années précédentes, les considérations environnementales figurent encore et toujours parmi les questions de durabilité les plus évoquées par les entités des Nations Unies. Ces organismes ont continué, en 2019, à prendre en compte de manière systématique la problématique de la durabilité dans les trois piliers que constituent les aspects sociaux, environnementaux et économiques, la durabilité économique étant intégrée par près des trois quarts d'entre eux dans leurs appels d'offres, et la durabilité sociale par un peu plus de la moitié.

78. Le renforcement des capacités internes, par la voie de la formation ou par d'autres méthodes, demeure un facteur important pour la mise en œuvre cohérente des principes d'achats responsables. Par rapport à 2018, le nombre d'entités qui ont formé leur personnel et leurs intervenants extérieurs aux achats responsables sur une période de trois ans a légèrement baissé, mais plus de la moitié (23 sur 39) a continué à le faire.

79. Les fournisseurs sont des acteurs essentiels lorsqu'il s'agit d'améliorer la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement. En 2019, 61,5 % des entités ont déclaré vérifier que leurs fournisseurs respectaient le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, soit 5,1 % de plus. En outre, le nombre d'entités ayant déclaré collaborer directement avec leurs fournisseurs pour améliorer la durabilité de leur chaîne d'approvisionnement a progressé, passant de 30,8 à 51,3 %.

80. Le rapport statistique annuel analyse les données relatives aux achats effectués auprès de fournisseurs signataires du Pacte mondial des Nations Unies. Initiative volontaire en faveur du développement durable, ce Pacte engage les entreprises et les autres acteurs sociaux à aligner leurs stratégies et leurs activités sur des principes universellement reconnus dans les domaines des droits de l'homme, de l'emploi, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Tous les fournisseurs de l'ONU, quels que soient leur taille ou leur lieu d'implantation, sont encouragés à s'aligner sur les dix principes de ce texte et à adhérer à cette initiative.

81. En 2019, la part des achats effectués auprès d'entreprises signataires du Pacte mondial des Nations unies est restée relativement stable en termes absolus (environ 3,3 milliards de dollars au total) mais, en réalité, le volume global d'achats réalisés par les Nations unies ayant augmenté de 5,9 %, cette proportion a *de facto* légèrement diminué et a été ramenée de 20 à 18,2 %.

82. Au-delà des statistiques du rapport annuel, les entités des Nations Unies ont collectivement pris conscience de l'importance d'élargir la collecte des données et de multiplier les rapports sur les pratiques durables en matière d'achat. En 2019, par l'intermédiaire du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion des Nations Unies, elles ont élaboré conjointement un ensemble d'indicateurs en vue de mieux suivre, mesurer et rendre compte l'intégration de la pratique des achats responsables dans les processus d'achat des Nations Unies.

IX. Achats en commun

83. L'objectif des achats en commun est de réduire les prix ou d'améliorer les services grâce à des économies d'échelle et de réduire l'inefficacité et les doubles emplois au sein des organismes des Nations Unies. Les données relatives aux achats en commun ont été recueillies pour la première fois en 2016, en application directe de la résolution [71/243](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, dans laquelle celle-ci demande aux entités du système des Nations Unies pour le développement d'améliorer la synergie et les efforts interinstitutions, les prie de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle nationale, régionale ou mondiale, et les prie également de tenir des comptes détaillés des avantages tirés des achats en commun et d'en rendre compte dans le rapport statistique annuel qu'elles transmettront aux conseils d'administration.

84. Le rapport contient des informations sur un ensemble d'activités définies comme des achats en commun, qui répondent à la définition figurant dans le document intitulé « Harmonisation des passations de marchés aux Nations unies : coopération relative aux activités de passation de marchés au niveau des bureaux de pays ». Les achats en commun effectués en 2019 ont atteint la somme de 882 millions de dollars – 4,4 % du volume des achats réalisés par les entités des Nations Unies –, dont 731 millions représentaient des achats réalisés entre lesdites entités. En 2019, presque tous les organismes, soit 36 sur 39, ont eu recours à des méthodes d'achats en commun. Le rapport statistique annuel pour 2019 renferme également pour la première fois des informations sur des activités répondant à la définition de la collaboration en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

85. Les entités doivent faire face à des difficultés techniques lorsqu'il s'agit de partager des informations relatives aux achats ; les chiffres communiqués constituent donc très probablement une estimation prudente des achats réalisés en commun par le système des Nations Unies.

Figure 9
Achats en commun déclarés par les entités (dix principales entités acheteuses)

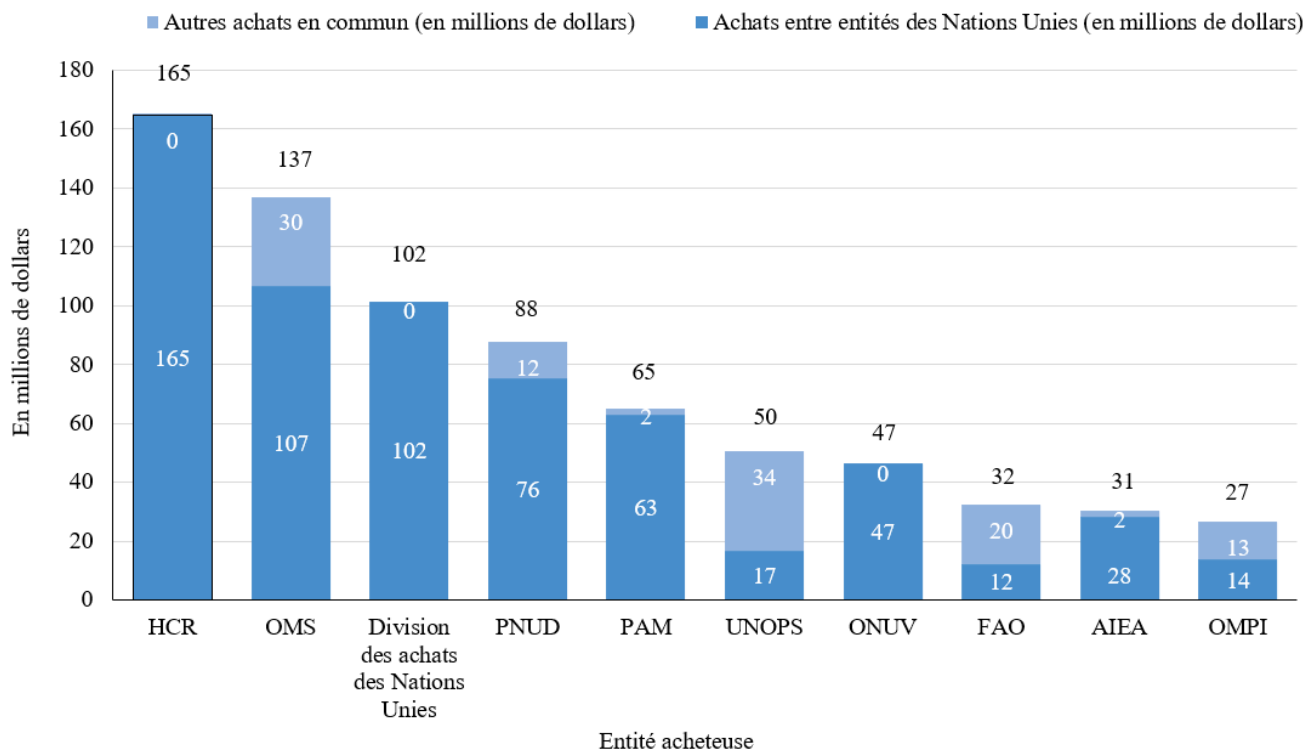
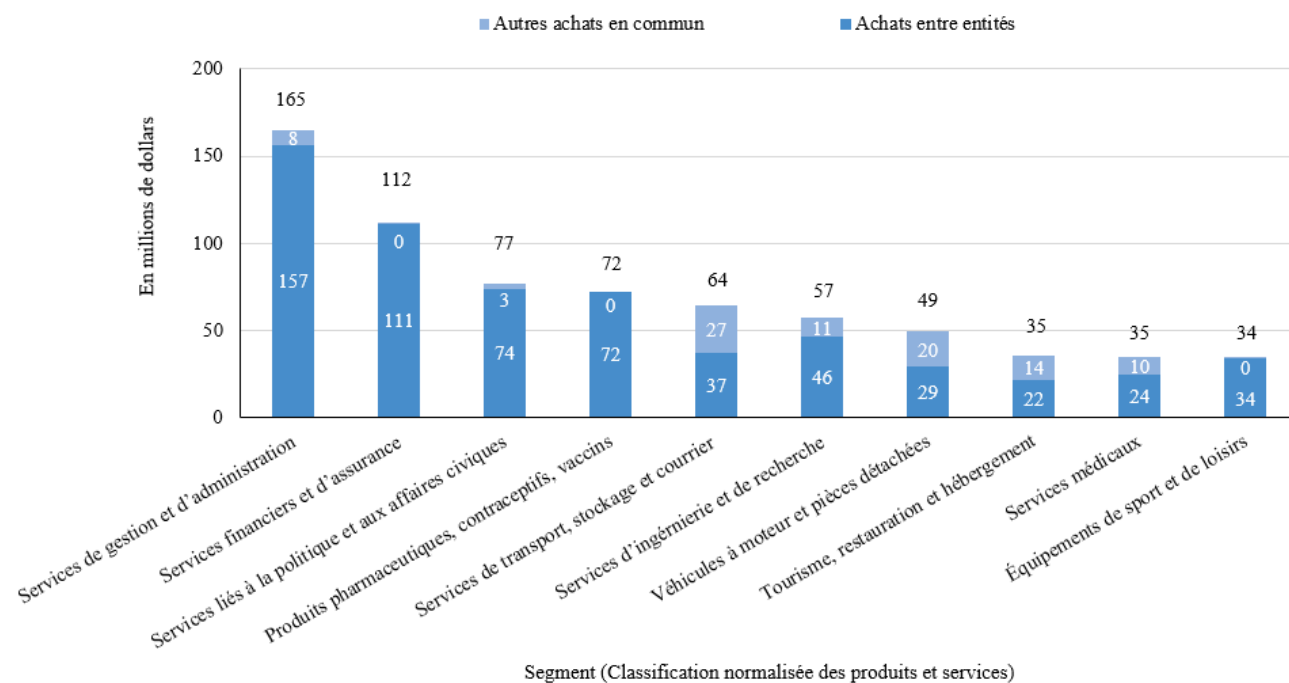


Figure 10
Achats en commun déclarés par les entités (10 principaux segments de la Classification)



A. Achats en commun déclarés par les entités des Nations Unies

86. En 2019, 27 des 39 entités ayant communiqué des données sur leurs approvisionnements ont fait état d'achats en commun, soit le même nombre que l'année précédente. Les achats en commun ainsi déclarés (c'est-à-dire ceux que les entités ont indiqué avoir effectués en commun, exception faite des transactions opérées entre entités et des achats résultant d'une collaboration dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement) ont représenté 151 millions de dollars en 2019. L'entité qui a fait état du volume d'achats en commun le plus important est l'UNOPS (34 millions de dollars), suivi par l'OMS (30 millions).

87. Les fournisseurs auxquels les entités des Nations Unies disent avoir fait le plus souvent appel pour les achats en commun (à l'exclusion des achats réalisés entre elles) sont ceux implantés aux États-Unis d'Amérique, pour un montant de 25 millions de dollars, suivis de près par le Danemark et la Suisse (21 millions chacun). Ces pays accueillent certains des principaux centres d'activité du système des Nations unies, et les catégories les plus importantes d'achats réalisés auprès de ces pays concernent des biens et services opérationnels communs : transport, stockage et courrier (18 millions de dollars), matériel informatique et matériel de communication (13 millions), et restauration, hébergement et tourisme (9 millions).

B. Achats réalisés par une entité auprès d'une autre entité des Nations Unies

88. Les achats de biens et services entre entités des Nations Unies ont représenté 731 millions de dollars, soit 3,7 % du volume total des achats en 2019. Les opérations de cet ordre s'expliquent souvent par le fait que les entités cherchent à profiter de la spécialisation d'autres organismes et des conditions plus avantageuses dont ils bénéficient pour acquérir un type particulier de biens ou de services.

89. En 2019, l'entité qui est arrivée en tête des achats effectués auprès d'autres organismes des Nations Unies est le HCR, avec un volume total de 165 millions de dollars, soit 22,6 % du total des achats de ce type. L'OMS s'est classée au deuxième rang, avec 107 millions de dollars (14,6 %), et le PNUD au troisième rang, avec 102 millions de dollars (13,9 %).

90. Les achats effectués entre entités des Nations Unies ont surtout concerné les services de gestion et d'administration (157 millions de dollars), les services financiers et d'assurance (111 millions), les services liés à la politique et aux affaires civiques (74 millions) et les produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins (72 millions).

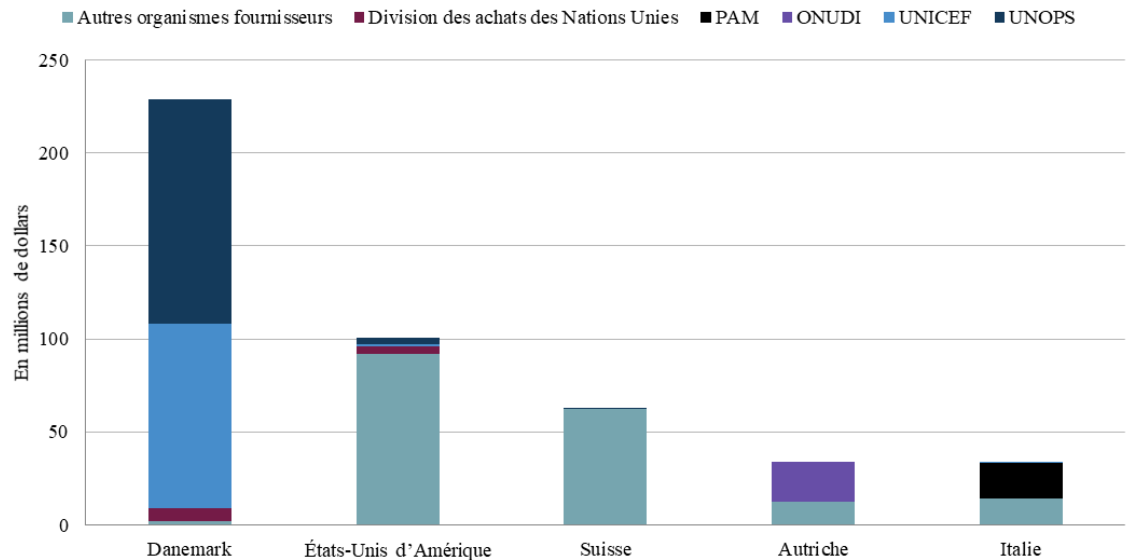
91. Le PNUD est l'entité qui a fourni le plus de biens et services à d'autres organismes du système des Nations Unies, pour une valeur de 140 millions de dollars, principalement au titre des services de gestion et d'administration (42 millions) et des services liés à la politique et aux affaires civiques (19 millions). Viennent ensuite l'UNICEF – 132 millions, dont 72 au titre des produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins –, et l'UNOPS – 130 millions, dont 95 pour des services financiers et d'assurance.

92. Le Danemark est le pays fournisseur qui a assuré le plus gros volume d'approvisionnements entre entités des Nations Unies, avec 229 millions de dollars, soit 31,3 % du total de ces achats en 2019. Cette situation s'explique par le fait que le Danemark est un centre névralgique pour les achats de l'UNOPS et de l'UNICEF, entre autres. Deux autres pays affichent un volume important d'approvisionnements

pour les achats réalisés entre entités des Nations unies, à savoir les États-Unis d'Amérique (101 millions de dollars au total), et la Suisse (63 millions).

Figure 11

Achats entre entités des Nations unies en 2019, par pays et organisme fournisseur



C. Collaboration relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement

93. La collaboration relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement est une forme nouvelle et distincte de collaboration qui a été définie par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion en octobre 2019. Les opérations qui répondent à cette définition ne sont plus renseignées sous la rubrique des achats en commun dans le rapport statistique annuel ; elles font désormais l'objet d'une déclaration distincte par les entités qui ont largement recours à ce type de collaboration et obtiennent sans mal des informations en la matière.

94. Cette nouvelle définition ayant été utilisée pour la première fois en 2019, une seule entité a été en mesure de communiquer des données sur ladite collaboration : il s'agit de l'UNICEF, dont les activités similaires figuraient auparavant sous la rubrique des achats en commun. En 2019, 77 % des achats de biens effectués par l'UNICEF ont été issus d'une collaboration relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, pour un total de 2 milliards de dollars.

Annexe

Entités participantes

En 2019, 39 entités des Nations Unies ont pris part au rapport statistique annuel. Lorsque le présent document fait état d'achats effectués par le système ou par des organismes des Nations Unies, il se réfère aux approvisionnements de ces 39 entités. Les entités qui ont fourni des données pour le rapport de 2019 sont les suivantes :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU-DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONU-V	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
UIT	Union internationale des télécommunications
UNAKRT	Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNPD	Division des achats des Nations Unies
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
